

Nord-Kivu : Les organisations de la société civile et les responsables de médias brisent le silence sur les violences numériques et la masculinité positive



Venus de différents coins de ville de Goma : des journalistes, les responsables des organisations participent à la clôture de 16 jours d'activisme sur les violences numériques et sur la masculinité positive à Goma © WGHDRDC

A l'occasion de la clôture de 16 jours d'activisme, le 10 Décembre 2025 à Goma contre les violences basées sur les genres sous la conduite du cluster VBG et leadership de Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), a organisé une session des formations pour clôturer ces jours

Cette rencontre a réuni les points focaux des journalistes, les responsables d'ONG autour d'un enjeu central : comment briser le silence contre les violences numériques et de la masculinité positive sans exposer davantage les survivantes ni baliser la violence...

Informers sans nuire : s'engager à choisir des images, des mots, des titres pour défendre des vies



La province du Nord-Kivu marquée par les conflits, les déplacements massifs, et les besoins humanitaires augmentent à un rythme alarmant. Mais des nombreuses femmes et des jeunes filles deviennent aussi des agents vecteurs des violences : harcèlement, diffusion non consensuelle d'images... Les participantes et participants ont travaillé sur un exemple concret : titres sensationnalistes, détails inutiles sur la vie privée, reprise d'images circulant déjà sur WhatsApp, ou encore interviews où la responsabilité de l'auteur disparaît derrière le comportement de la victime.

« Nous avons parfois contribué à accuser les femmes au lieu de dénoncer clairement les auteurs. Cette formation m'a montré qu'un bon sujet sur les violences sur le genre et de la masculinité positive peut aussi être un acte de protection, surtout pour les filles qui subissent des attaques en ligne ». a indiqué Madame **Jeanne MUKUTCHA**, Directrice WeGive HOPE RDC.



UNFPA, en tant que chef de file du domaine de responsabilité VBG, a rappelé quelques principes simples : nommer clairement l'auteur et l'acte, éviter le blâme de la survivante, protéger l'identité des femmes et des filles, bannir les images et captures d'écran qui prolongent la violence, et toujours orienter vers les services de prise en charge disponibles.

Pour les médias, cela signifie qu'ils ont non seulement un rôle éthique, mais aussi une responsabilité légale : la reproduction d'images intimes ou de contenus humiliants peut les rendre complices de violences numériques dirigées contre des femmes et des filles déjà fragilisées par le conflit.

À l'issue de la rencontre, plusieurs journalistes ont proposé d'élaborer, avec l'appui de l'UNFPA et des ONG, une mini-charte commune pour la couverture des violences basées sur le genre, intégrant explicitement les violences numériques. L'objectif : faire des radios, des sites d'information et des pages en ligne du Nord-Kivu des espaces où la parole des femmes et des filles est respectée, et non exploitée.

<https://www.linkedin.com/in/wegive-hope-asbl-7a8ba7335/>

<https://www.facebook.com/profile.php?id=61568121295895>